

RENDU EXECUTOIRE LE

19 DEC. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE



Envoyé en préfecture le 08/12/2023

Reçu en préfecture le 08/12/2023

Publié le

S'LO

ID : 086-228600011-20231208-2023_A_ESE_0069-AR

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0069**08 DEC. 2023****DU****PORTANT EXTENSION DU SERVICE D'INSERTION DES
JEUNES MAJEURS (SIJM)****PAR L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE POUR LA
SAUVEGARDE DE L'ENFANT A L'ADULTE****LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L 313-1 et D313-2 ;

VU l'arrêté n° 2019-A-DGAS-DEF-SES-0045 du 24 juillet 2019 portant autorisation de création d'un dispositif permettant la continuité de la prise en charge des mineurs non accompagnés ayant atteint la majorité et bénéficiant d'un contrat jeunes majeurs d'une capacité de 72 par l'Association Départementale pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte (ADSEA 86) ;

VU l'arrêté n°2022-A-DGAS-DEF-ESE-0052 du 28 juin 2022 portant extension du Service d'Insertion des Jeunes Majeurs (SIJM) géré par l'ADSEA 86 ;

VU la demande d'extension temporaire déposée par l'ADSEA ;

CONSIDERANT l'augmentation du nombre de mineurs non accompagnés qui nécessitent la poursuite de leur prise en charge au-delà de leur majorité ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRÊTE**Article 1^{er} :** L'Association Départementale pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte sise 8 Allée du Parchemin – 86180 BUXEROLLES est autorisée à étendre de façon temporaire la capacité du SIJM (Service d'Insertion pour Jeunes Majeurs) de 8 places destinées à l'accueil de mineurs non accompagnés de plus de 18 ans.**Article 2 :** Cette extension temporaire est accordée pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Envoyé en préfecture le 08/12/2023
Reçu en préfecture le 08/12/2023
Publié le
ID : 086-228600011-20231208-2023_A_ESE_0069-AR

Article 3 : Les mineurs non accompagnés accueillis sont âgés de 18 à 21 ans, bénéficient d'un contrat jeune majeur avec l'ASE et sont en démarche d'insertion professionnelle.

Article 4 :

L'hébergement est organisé de la façon suivante :

- 6 appartements de type 4 à Poitiers pour 3 personnes chacun
- 2 appartements de type 4 à Châtelleraut pour 3 personnes chacun
- 48 appartements individuels de type 1 ou 2 répartis sur l'ensemble du territoire départemental au plus près du lieu de vie des jeunes.

Article 5 : Cette extension temporaire ne modifie pas la date de renouvellement d'autorisation qui reste fixée au 23 juillet 2034 et sera subordonnée aux résultats de l'évaluation externe conformément à l'article L312-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction et le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance des autorités compétentes selon l'article L313-1 du CASF.

Article 7 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance.

Article 8 : La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente, soit par recours gracieux adressé au Président du Conseil Départemental (hôtel du Département, place Aristide Briand, 86008 Poitiers), soit par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Poitiers (15 rue de Blossac – 86000 Poitiers). En l'absence de réponse à un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la date dudit recours ou en cas de désaccord avec la réponse donnée, le tribunal administratif de Poitiers peut être saisi dans un nouveau délai de deux mois.

Le recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyen, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

Dans ce cas, il n'y a pas à produire de copies de votre recours qui est enregistré immédiatement, sans délai d'acheminement.

Article 9 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association Départementale pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur ainsi qu'aux autres candidats de l'appel à projet et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Vienne.

08 DEC. 2023

Fait à POITIERS, le



Le Président,
Alain PICHON